
Le Canada accueille la 40^e conférence de l'APC

par Gary Levy

Quelque quatre-vingt-trois ans se sont écoulés depuis que des parlementaires de la Grande-Bretagne, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de Terre-Neuve et de l'Afrique du Sud ont décidé de créer une association pour aider les responsables de divers régimes parlementaires de l'Empire à mieux se comprendre. La conférence de 1994 de l'Association parlementaire du Commonwealth se tiendra au Canada et marquera la 40^e rencontre depuis la restructuration de l'Association en 1948. Le présent article porte sur l'évolution de l'APC et se penche tout particulièrement sur les conférences qui se sont déroulées au Canada.

C'est Howard d'Egville, jeune avocat et secrétaire de la *Imperial Co-operation League*, qui, au tout début du XX^e siècle, eu l'idée de former une association de législateurs des parlements de l'Empire. Un député britannique, L.S. Amery, reprit l'idée et proposa que la première rencontre ait lieu lors du couronnement de George V, soit en 1911. Un comité fut créé pour régler les détails, Howard d'Egville rédigea la constitution et celle-ci fut approuvée le 18 juillet 1911, lors d'une rencontre réunissant trente parlementaires de six pays.

La constitution, qui au départ ne prévoyait pas que les États composant les pays fédéraux puissent devenir membre de

l'Association, fut modifiée par la suite en raison des pressions exercées par l'Australie, le Canada et l'Afrique du Sud. La guerre empêcha de tenir comme prévu une réunion tous les deux ans; par contre, elle fut le prétexte pour des membres choisis des parlements de l'Empire de se rendre en Grande-Bretagne pour une visite de cinq semaines. Ils se rendirent dans des fabriques de munitions, dans des chantiers de construction navale et même aux fronts français et britanniques en France. À Londres, ils rencontrèrent certaines des principales personnalités politiques de l'époque, notamment Bonar Law et Lloyd George. Les entretiens se déroulèrent en privé, et il n'en existe pas de compte rendu.



Les délégués à la conférence de 1928 sur les marches du Parlement. Parmi les délégués canadiens, mentionnons un futur premier ministre du Canada, R.B. Bennett (première rangée, troisième à gauche) et le président de la Chambre des communes, Rodolphe Lemieux (première rangée, sixième à gauche).

Néanmoins, comme le nota sir George Foster, l'un des Canadiens, dans son journal, ils assistèrent à «d'excellentes réunions émaillées de renseignements réservés aux initiés.»

La première vraie conférence parlementaire tenue à l'extérieur du Royaume-Uni après la guerre eut lieu en Australie, en 1926. La deuxième se déroula au Canada, en août 1928. Cinquante-quatre délégués de neuf sections arrivèrent au Canada pour une visite de deux mois pendant laquelle ils parcoururent plus de 15 000 milles. Les réunions et discours officiels portèrent principalement sur des sujets d'ordre commercial comme les tarifs, la commercialisation, l'immigration et les communications, mais des rencontres libres eurent lieu à Québec, à Montréal, à Toronto, à Winnipeg, à Victoria, à Vancouver, à Regina, à Fredericton et à Halifax. Partout, les délégués étaient chaleureusement accueillis par leurs hôtes.

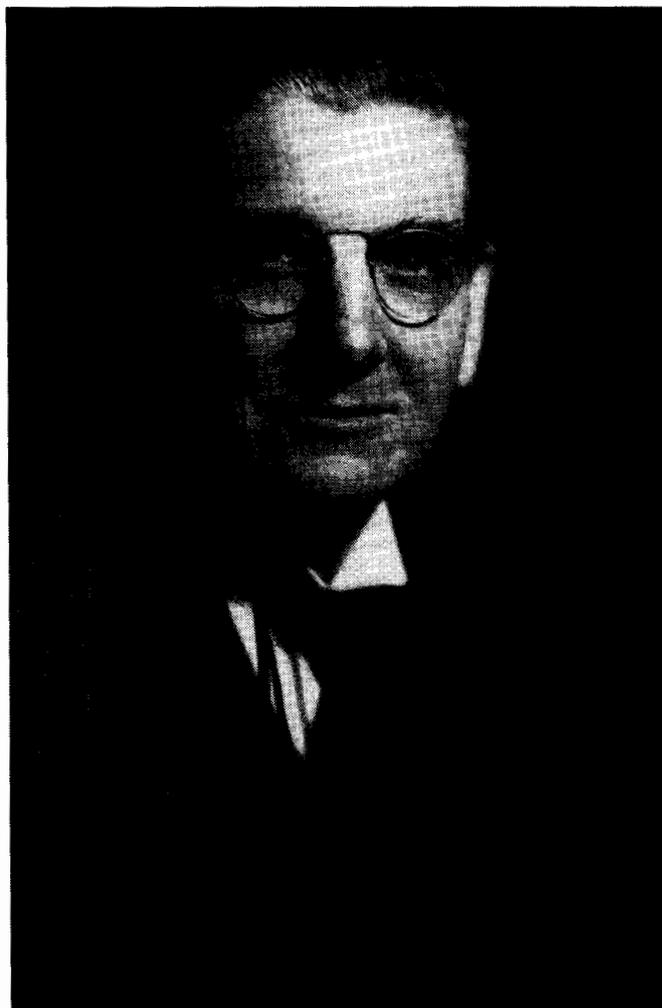
Dans le sillon de cette visite, des sections provinciales furent créées en Ontario et en Colombie-Britannique. Howard d'Egville tenta d'établir des sections dans les autres provinces, tout en veillant soigneusement à ce que chacune passe par la section fédérale pour s'adresser au Royaume-Uni. Ce n'est qu'en 1932, quand Howard d'Egville vint de nouveau au Canada, que deux autres sections provinciales furent formées, l'une au Nouveau-Brunswick, en avril 1933, et l'autre au Québec, une semaine plus tard. Une section fut également créée en Nouvelle-Écosse en 1932, mais elle attendit en 1934 pour tenir sa première réunion.

Les provinces des Prairies furent moins promptes, l'Alberta tout particulièrement, où le premier ministre Aberhart s'opposait apparemment à toute affiliation. En Saskatchewan, un comité se forma en 1928, mais quelques-uns de ses principaux membres perdirent leur siège lors des élections de 1929; il fallut donc attendre jusqu'en 1937 pour qu'une section soit créée dans cette province. L'assemblée législative du Manitoba créa une section en 1938, et après la guerre, l'Alberta et l'Île-du-Prince-Édouard en firent autant. Terre-Neuve, bien entendu, faisait partie de l'Association depuis le début, soit depuis 1911.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'Association servit encore une fois à transmettre de l'information au sujet de l'effort de guerre des Alliés. En 1941, par exemple, la section du Royaume-Uni invita le Canada à envoyer une délégation multipartite pour constater la situation et rencontrer les troupes canadiennes. Les membres assistèrent à un certain nombre de cérémonies officielles, dont la rentrée parlementaire, mais ils passèrent le plus clair de leur temps dans les bases militaires, les hôpitaux et les cimetières canadiens aux quatre coins de l'Angleterre. Ils visitèrent aussi Londres, en partie détruite par les bombardements. Touchés par la volonté inflexible dont faisait preuve le peuple britannique dans l'adversité, les députés canadiens promirent de ne ménager aucun effort pour l'aider.

La restructuration après la guerre

Le monde d'après-guerre était un endroit très changé, et les membres de la *Empire Parliamentary Association* s'en rendirent bien compte, particulièrement les Canadiens. Le sénateur Arthur Roebuck fut de ceux qui préconisèrent une nouvelle entente administrative en vertu de laquelle l'Association serait dotée d'un exécutif international appuyé par un secrétariat indépendant. Il demanda également que l'Association change de nom, étant donné que l'Empire britannique avait été remplacé par un groupe de nations réunies librement sous forme de Commonwealth. Les deux propositions furent adoptées, et le sénateur Roebuck fut nommé président d'un comité chargé de modifier la constitution.



Le sénateur Arthur Roebuck, l'une des âmes de la réorganisation de l'APC en 1946 et de la conférence de 1952, tenue au Canada.

(Archives nationales du Canada - PA 47656)

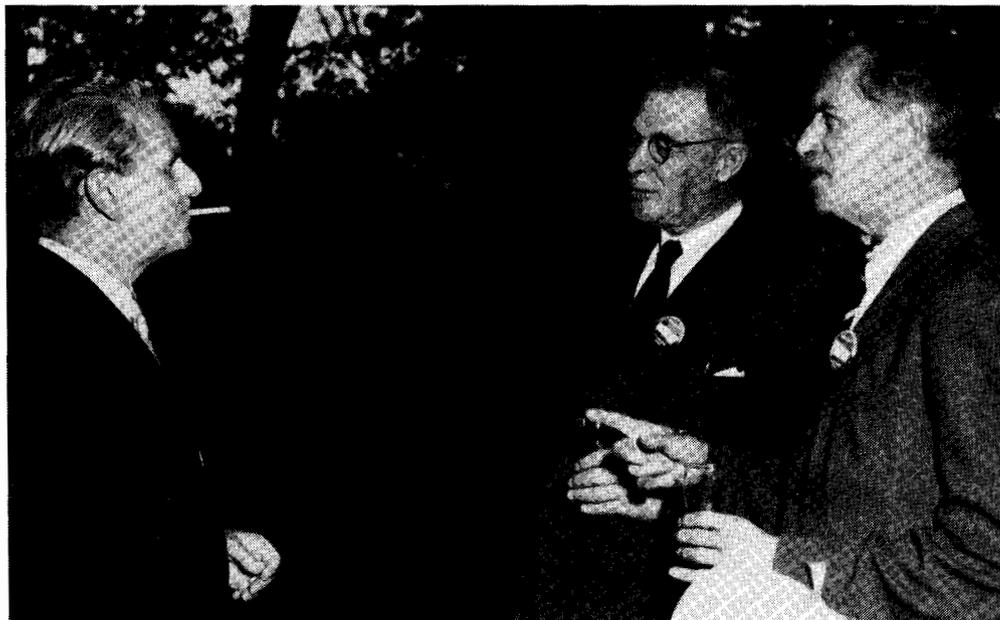
La 3^e conférence (Ottawa, 1952)

Parmi les pays représentés se trouvaient de nombreuses colonies africaines (comme la Rhodésie du Sud, la Rhodésie du Nord et la Côte d'Or) qui, depuis, ont acquis leur indépendance et ont changé de nom. Deux pays qui n'appartenaient pas au Commonwealth, soit les États-Unis et l'Irlande, envoyèrent également des représentants.

La conférence eut lieu au Sénat et fut ouverte par Harold Holt, président de l'APC et ministre dans le gouvernement australien. Élie Beaugard et Ross MacDonald, présidents du Sénat et de la Chambre des communes, accueillirent les délégués. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Lester Pearson, prit également la parole.

À ce moment, l'Association tenait encore ses réunions à huis clos, de sorte que le Président de la Chambre des communes, M. MacDonald, dut terminer ses observations préliminaires sur une note désagréable à son avis, c'est-à-dire en priant le grand public et la presse de sortir.

Seulement trois sujets figuraient à l'ordre du jour, et de ceux-là, c'est la question de la défense et des affaires internationales qui généra le plus d'intérêt. Le ministre canadien de la Défense, Brooke Claxton, ouvrit le débat en se



Les discussions libres et les visites ont toujours constitué un élément important des activités de l'APC (Photo du Globe and Mail)

penchant sur les problèmes liés à la course aux armements, la Guerre de Corée et le besoin de solidarité entre les pays non communistes. D'autres délégués étaient du même avis, bien que certains aient demandé que les Nations Unies exercent un plus grand contrôle sur l'activité militaire des États-Unis en Corée.

La plupart des provinces profitèrent de l'occasion pour envoyer au moins un délégué à la conférence. Le représentant du Québec était Daniel Johnson, qui devint par la suite premier ministre de la province.



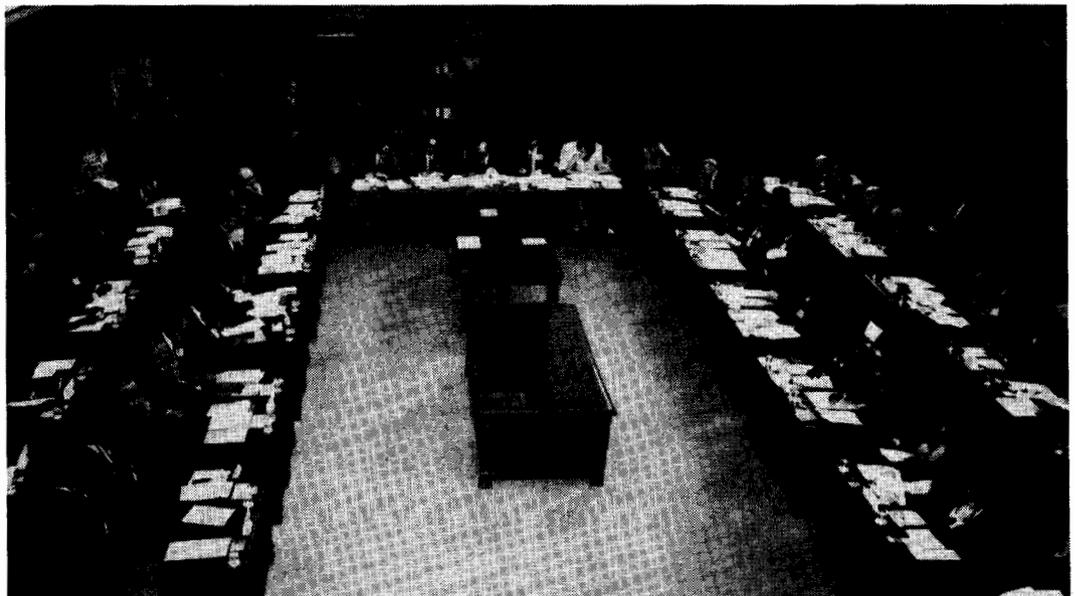
Les délégués à la conférence d'Ottawa en 1952

La 12^e conférence (Ottawa, 1966)

La conférence de 1966 attira 138 délégués représentant 65 sections. Elle eut lieu dans l'enceinte de la Chambre des communes, sous la présidence du président de l'APC, le sénateur John Connolly, qui était également ministre sans portefeuille et chef du gouvernement au Sénat. Un autre ministre, John Turner, était à la tête de la délégation fédérale. Un des représentants provinciaux était Gil Molgat du Manitoba, actuellement leader suppléant du gouvernement au Sénat. Le gouverneur général, Georges Vanier, ouvrit la conférence. Lester Pearson prit la parole encore une fois lors de la cérémonie d'ouverture, cette fois en sa qualité de premier ministre. Les États-Unis étaient représentés encore une fois, cette fois par deux éminents sénateurs, soit Edmund Muskie et William Fulbright, qui étaient divisés sur la question de la politique américaine au Vietnam. Les sessions étaient ouvertes au public et à la presse, et un compte rendu textuel des délibérations fut publié quotidiennement. On adopta une nouvelle formule pour la conférence : le temps était partagé entre les séances plénières et les réunions de comité. Une des plénières fut consacrée à la relation entre l'APC et le Secrétariat du Commonwealth. Le conférencier invité, Arnold Smith, était diplomate canadien et chef de ce Secrétariat. Les autres plénières portèrent sur «Le Commonwealth et le monde» et sur «L'entraide et le commerce au sein du Commonwealth et l'aide aux autres pays». Les deux réunions de comité portèrent sur «Le régime parlementaire dans le Commonwealth» et «L'éducation et l'aide technique».



Le gouverneur général Georges Vanier (au centre) avec Lucien Lamoureux, président de la Chambre des communes (à gauche), et John Turner.

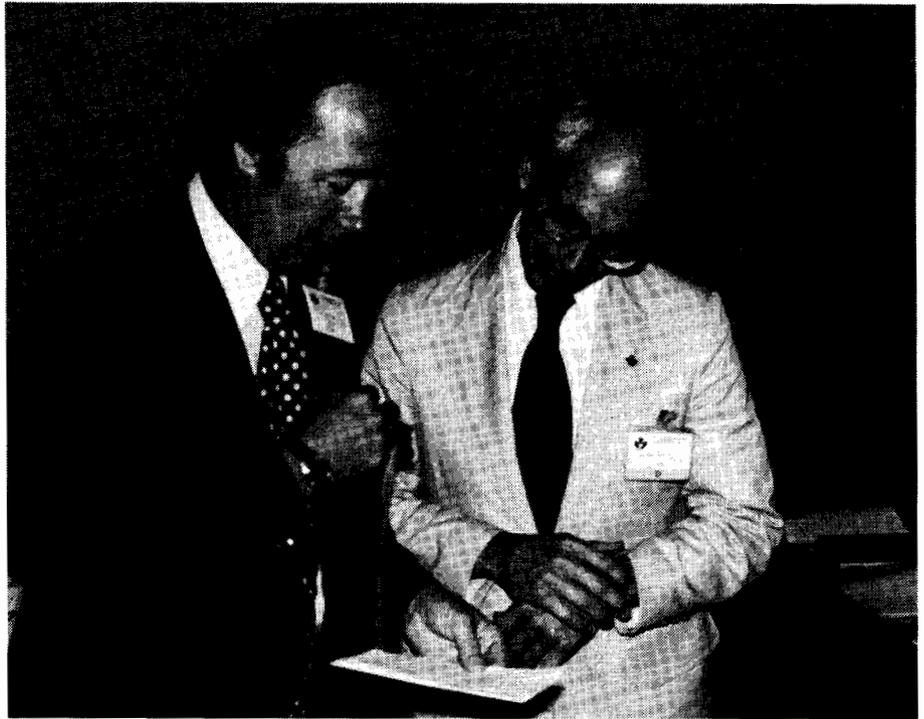


L'ouverture officielle de la conférence de 1966

La 23^e conférence (Ottawa, 1977)

L'ouverture officielle de la conférence de 1977 eut lieu dans l'enceinte du Sénat, mais le reste des activités dut se dérouler au Centre de conférences du gouvernement, en raison du grand nombre de délégués. Le président de la Chambre des communes, James Jerome, invita le gouverneur général à ouvrir la conférence. Ensuite, le premier ministre Trudeau prononça un discours de bienvenue, soulignant qu'il incombait aux représentants élus de faire de la condition humaine une question importante dans leur pays respectif.

En tout, 179 délégués de 89 sections assistèrent à la conférence; même le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, qui en 1966 n'avaient que le rôle d'observateur, y étaient représentés. Les États-Unis n'étaient plus non plus parmi les observateurs. La délégation canadienne, 14 personnes dirigées par Maurice Foster, ne comptait aucun ministre du Cabinet, mais regroupait deux secrétaires parlementaires et deux anciens Présidents.



Le président James Jerome et Maurice Foster, chef de la délégation canadienne.

(Photo de Martine Bresson)



La présidente du Sénat, Renaude Lapointe, hôte conjoint de la conférence de 1977.

(Photo de Martine Bresson)

Plusieurs Présidents et ministres se trouvaient parmi les délégués provinciaux, y compris Gerald Ottenheimer de Terre-Neuve, qui est maintenant vice-président du Sénat.

Encore une fois, la conférence prévoyait des séances plénières et des groupes de travail, mais cette fois l'accent était mis sur les échanges plus libres qui se déroulent dans le cadre de discussions de groupe. Celles-ci portèrent notamment sur les prix des denrées et les relations entre les pays industrialisés et les pays producteurs de matières premières, les conflits raciaux au sein du Commonwealth, les récusations du rôle du Parlement provenant de groupes externes, l'aide aux pays en développement, les effets sociaux du chômage constant, le rôle du Parlement dans le contrôle des dépenses du gouvernement, le droit de la mer, la protection de la faune et de l'environnement, la pertinence des régimes parlementaires de type britannique dans les pays en développement.

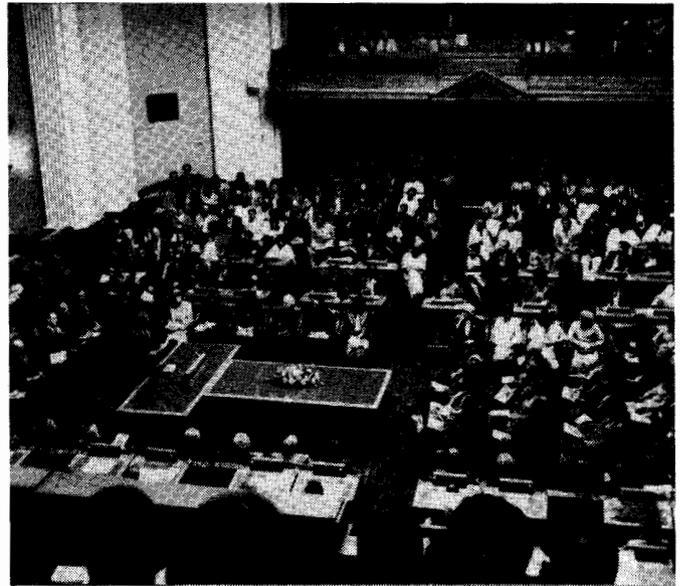
Les séances plénières portèrent notamment sur la sécurité mondiale et le Commonwealth, les problèmes de la Rhodésie, de la Namibie et de l'Afrique du Sud, la protection des droits de la personne, la crise mondiale de l'énergie.

La 31^e conférence (Saskatchewan, 1985)

En 1985, l'assemblée législative de la Saskatchewan devint la première section de niveau régional à accueillir une conférence de l'APC. Cette conférence attira 154 députés du Commonwealth provenant de 143 sections. La conférence débuta à Regina les 1^{er} et 2 octobre par des réunions du Comité exécutif et des représentants des petits pays. Les autres délégués et observateurs arrivèrent le 2 octobre. Le premier ministre de la Saskatchewan, Grant Devine, ouvrit officiellement la conférence à l'assemblée législative. La ville de Regina et la province de la Saskatchewan organisèrent des dîners de gala en l'honneur des conférenciers. Après l'ouverture, le Président, Herb Swan, invita les délégués à une réception à sa ferme.

Répartis en quatre groupes, les participants visitèrent la province. Le reste de la conférence se déroula dans les salles de congrès de l'hôtel Renaissance Ramada à Saskatoon et compta cinq séances plénières et six séances de groupe. Les séances plénières portèrent sur les sujets suivants : «Les Nations Unies : Comment les renforcer pour qu'elles soient à même de maintenir la paix et de promouvoir le désarmement?», «Le commerce et l'aide au développement : Obligation spéciale en tant que pays membre du Commonwealth?», «Le droit électoral et son application», «La crise de la dette et les fluctuations des devises étrangères : Que peut-on faire pour stabiliser l'économie mondiale?», «Le rôle d'un député : Législateur ou travailleur social?» et «L'Année internationale de la jeunesse : Que peut offrir à la jeunesse d'aujourd'hui le Commonwealth de demain?»

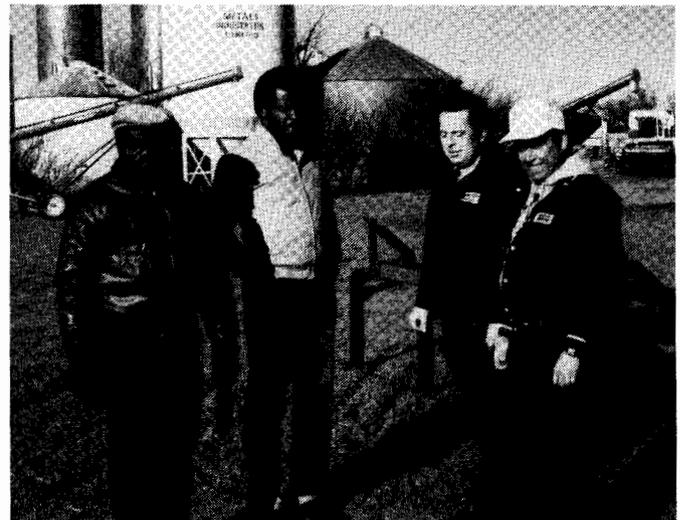
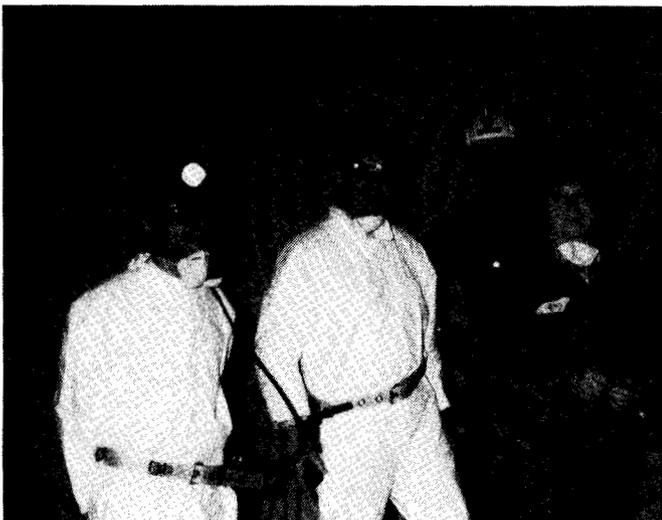
Les séances de groupe portaient notamment sur les sujets suivants : «L'Entente Gleneagles sur les contacts sportifs avec



L'ouverture officielle

(Saskatchewan Photographic Services)

l'Afrique du Sud», «Les prix, la production et la distribution agricoles : Que faut-il faire pour soulager et prévenir la famine?», «L'éducation et la mobilité : Comment favoriser les possibilités d'éducation à l'échelle du Commonwealth?», «Le rôle du Commonwealth dans la lutte contre la drogue», «La décennie des femmes : Réalisations passées et défis futurs pour les femmes dans la vie publique», «La perception qu'a le public des parlementaires : Comment l'améliorer?»



Le blé et la potasse constituent deux des principales exportations de la Saskatchewan. Durant la conférence, les délégués ont pu visiter une mine et une ferme céréalière. *(Saskatchewan Photographic Services)*

La 40^e conférence (Banff, 1994)

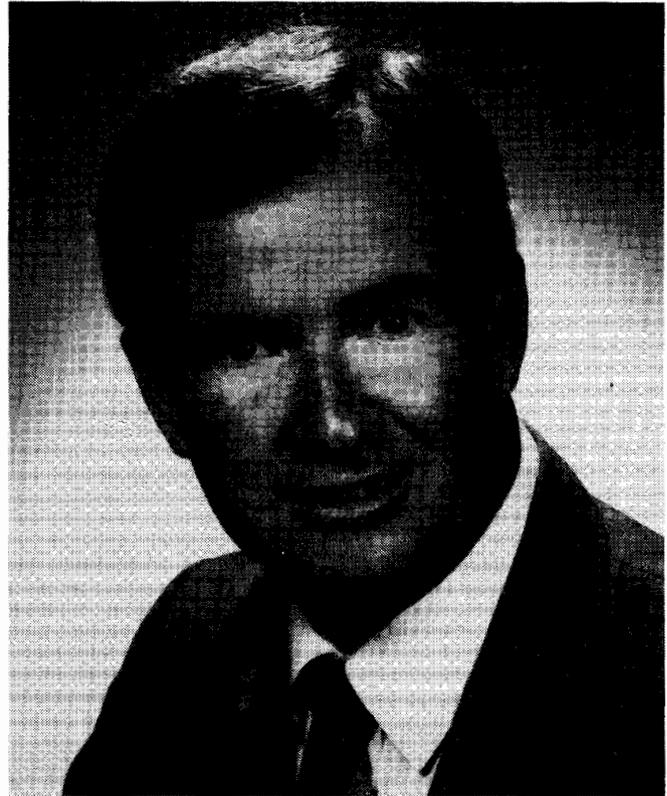
La conférence de 1994 s'inscrit dans la tradition voulant que le Canada accueille la conférence de l'APC à peu près une fois tous les dix ans. Comme ce fut le cas en 1952, en 1966 et en 1977, c'est la section fédérale qui est l'hôte officiel de la Conférence, mais sur le plan financier et sous tous les autres rapports, c'est véritablement un effort collectif auquel contribuent toutes les législatures de la Région canadienne de l'APC. La Conférence ayant lieu en Alberta, le Président et l'assemblée législative de cette province ont joué un rôle de premier plan dans l'organisation de cet événement, mais de nombreuses autres assemblées provinciales ont prêté du personnel d'appoint au Secrétariat.

L'ouverture officielle de la Conférence aura lieu le samedi 8 octobre 1994. Le gouverneur général accueillera les quelque cinq cents délégués, analystes et autres participants. Le secrétaire général du Commonwealth a été invité à prononcer une allocution le jour de l'ouverture, et le président de la Chambre des communes et d'autres personnalités prendront aussi la parole. L'assemblée générale de l'Association se réunira le matin du 9 octobre. Le reste de la journée sera occupé par des activités planifiées par la province de l'Alberta, notamment une visite de Calgary et un rodéo organisé spécialement pour l'occasion.

Les séances de travail commenceront le lundi 10 octobre. Il y aura deux séances plénières cette année, l'une au début de la conférence et l'autre à la fin, autour du thème *Le Parlement et la population*. On y débatera des manières de rendre les institutions démocratiques plus représentatives, responsables et pertinentes.

Par ailleurs, six groupes de travail se réuniront pendant la semaine. Il s'agit des suivants :

- Groupe A : Comment les parlementaires peuvent-ils contribuer au développement des Nations Unies, du Commonwealth et des organisations régionales et à la prévention et à la résolution des conflits régionaux?
- Groupe B : Quelles mesures concrètes peut-on prendre pour améliorer les relations entre les pays du Commonwealth en ce qui concerne les problèmes d'échanges commerciaux, de remboursement de dettes et de réduction des déficits et réprimer la tendance à l'élargissement de l'écart entre les pays développés et les pays en développement, et quel rôle utile les parlementaires peuvent-ils jouer à cet égard?



Le chef du Secrétariat de l'APC, Arthur Donahoe, ex-président de l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse.

- Groupe C : Comment les parlements du Commonwealth peuvent-ils instituer des mesures concrètes innovatrices pour que l'égalité des femmes devienne réalité?
- Groupe D : Comment les parlementaires peuvent-ils contribuer à une meilleure compréhension des problèmes de protection de l'environnement et de leurs répercussions sur le développement et faire admettre la nécessité d'adopter des mesures législatives efficaces pour y remédier?
- Groupe E : Comment les parlementaires peuvent-ils contribuer à une meilleure compréhension des problèmes associés au chômage, aux toxicomanies et au sida à l'échelle mondiale et mieux faire accepter les mesures nécessaires pour les combattre?
- Groupe F : Quelles mesures peut-on prendre pour améliorer l'image des parlements et du processus législatif dans l'esprit de la population?